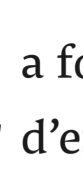


INÉGALITÉS REPORTAGE

# Équipements absents et stades vétustes, le 93 risque de ne pas profiter des JO

Alors que la Seine-Saint-Denis doit accueillir une partie des épreuves des JO cet été, les enseignants et membres du mouvement sportif alertent sur la carence d'équipements sportifs. Les quelques constructions ou rénovations risquent de ne pas suffire.

Faiza Zerouala  
17 mai 2024 à 15h00



Cet article vous a été offert. Découvrez tout Mediapart pendant 15 jours pour 1€.

Je m'abonne

La foulée se veut plus ou moins énergique. Mais c'est avec beaucoup d'enthousiasme que les élèves et collégiens de Bagnolet enchaînent les tours sur la piste de la Briqueterie à Bagnolet (Seine-Saint-Denis). Ils courent pour récolter des fonds pour l'ONG Action contre la faim.

Assises sur un banc, trois filles de classe de sixième attendent leur tour jouant avec les élastiques comptabilisant chaque tour de piste. À peine le sujet de la vétusté des équipements sportifs dans le département est-il lancé que les collégiennes embrayent sans hésiter. La liste des récriminations est diverse.

Le trio déplore le revêtement de la piste de course : de la terre cendrée, c'est-à-dire un sable mêlé à des cailloux, grisâtre et poussiéreux. La première : « On ne peut pas utiliser de chaussures à crampons, ça ne s'enfoncé pas bien et tu peux glisser. » La deuxième : « Quand il pleut, il y a de grosses flaques et de la boue bizarre. Normalement, une vraie piste d'athlétisme est bien tracée. » La troisième opine du chef et liste aussi « les toiles d'araignées partout mais aussi, dans la salle de gym, de l'eau qui s'écoule et des murs à moitié arrachés ».



Cours d'EPS au parc des sports de la Briqueterie à Bagnolet le 13 mai 2024. © Photo Marie Magnin pour Mediapart

Avant de faire de la compétition en dehors de Bagnolet – en gym notamment –, elles n'avaient pas remarqué le sous-équipement de leur ville. Elles n'avaient pas non plus mesuré l'ampleur de la vétusté des installations sportives. Par contraste, elle leur saute aux yeux maintenant.

Dans la salle de lutte, une odeur de moisi ou de renfermé agresse les narines. De larges poubelles sont disposées le long des fenêtres pour recueillir l'eau de pluie. Les baies vitrées emprisonnent la chaleur et le froid. Le plafond s'effondre, des dalles manquent. Les tapis de sol recouvrent un parquet tout en dénivelé.

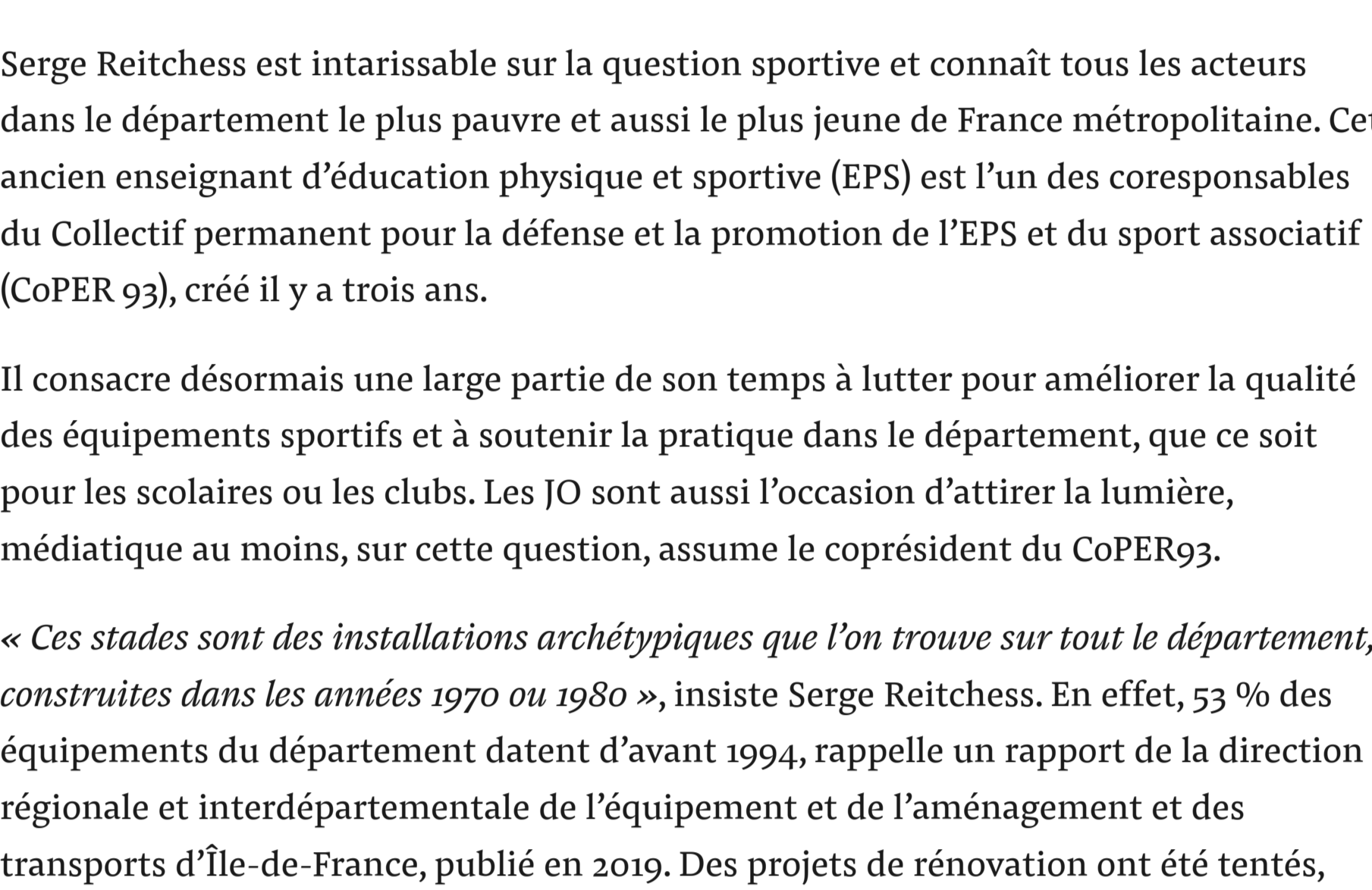
Le stade, au-delà du vieillot, doit être détruit et reconstruit l'an prochain. Difficile pour les scolaires ou les clubs de pratiquer le sport en toute quiétude.

À quelques mètres de là, le stade des Rigondes fait aussi grise mine avec son terrain de tennis hors d'âge tout défoncé. Le sol est délavé, le filet bancal tient par miracle. Le terrain de football synthétique n'est pas davantage en bon état.

Le contraste est évident, entre la communication effrénée autour des Jeux olympiques qui s'affiche dans la ville et la réalité effective de la possibilité de la pratique sportive dans le département. En effet, la Seine-Saint-Denis est au cœur des Jeux olympiques et paralympiques entre les mois de juillet et septembre.

## Les JO, un « rendez-vous manqué »

Le département accueillera non seulement le village des médias et des athlètes, mais aussi le centre aquatique olympique ainsi que de nombreux sites d'entraînement officiels.



Serge Reitchess, ancien professeur d'EPS dans la salle de lutte du parc des sports de la Briqueterie à Bagnolet. © Photo Marie Magnin pour Mediapart

Serge Reitchess est intarissable sur la question sportive et connaît tous les acteurs dans le département le plus pauvre et aussi le plus jeune de France métropolitaine. Cet ancien enseignant d'éducation physique et sportive (EPS) est l'un des coresponsables du Collectif permanent pour la défense et la promotion de l'EPS et du sport associatif (CoPER 93), créé il y a trois ans.

Il consacre désormais une large partie de son temps à lutter pour améliorer la qualité des équipements sportifs et à soutenir la pratique dans le département, que ce soit pour les scolaires ou les clubs. Les JO sont aussi l'occasion d'attirer la lumière, médiatique au moins, sur cette question, assume le coprésident du CoPER93.

« Ces stades sont des installations archétypiques que l'on trouve sur tout le département, construites dans les années 1970 ou 1980 », insiste Serge Reitchess. En effet, 53 % des équipements du département datent d'avant 1994, rappelle un rapport de la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, publié en 2019. Des projets de rénovation ont été tentés, mais restent insuffisants. Et ce, alors même que les lois de 1983, faisant obligation à l'État et aux collectivités de construire et de rénover des installations sportives pour chaque collège et lycée, ne sont pas respectées, rappelle encore Serge Reitchess.

La Seine-Saint-Denis est le département de l'Hexagone le moins bien doté en piscines avec trente-six bassins pour 1,6 million d'habitants.

Sur le terrain, ces manques se ressentent de manière vive. Baptiste Carton, cosecraétaire du Snep-FSU, le syndicat des professeur-es de sport, enseigne au collège Marie-Curie des Lilas. Au début, il était plutôt enthousiaste concernant la perspective des Jeux olympiques. « On s'est dit que c'était une bonne nouvelle car ça va mettre en valeur le sport dans notre territoire. »

→ À LIRE AUSSI

**JO 2024 : l'argent profitera bien peu aux habitants**  
14 octobre 2021 Lire + tard

Car il y en a besoin, dit-il. « Un élève sur deux ne fait absolument aucune activité en dehors des cours d'EPS. À l'entrée en sixième, il y a quand même aujourd'hui quasiment sept élèves sur dix qui ne savent pas nager car on a peu de créneaux horaires alloués alors que les besoins existent. »

Alors aujourd'hui, le professeur considère qu'il s'agit plutôt d'un rendez-vous manqué » car « il y aura toujours les mêmes difficultés avant ou après les JO dans de nombreuses villes du 93. Et les inégalités seront toujours présentes entre ceux qui peuvent pratiquer – ou qui pratiquent en dehors – et ceux qui ne le font qu'à travers l'école ».

Et même au niveau scolaire, les choses sont compliquées. « À la fin de chaque année, on se réunit entre professeurs pour organiser l'année scolaire à venir. C'est la bagarre. On doit se répartir les créneaux et faire en sorte que tel établissement, qui est à vingt minutes de marche, puisse venir dans tel gymnase par exemple. » Les temps de trajet nécessaires pour gagner les équipements amputent les heures de cours de sport, souligne encore Baptiste Carton.



Disoloka Carlos, professeur d'EPS en collège, lors d'un cours au parc des sports de la Briqueterie à Bagnolet le 13 mai 2024. © Photo Marie Magnin pour Mediapart

Même cette ville et ce territoire, il confirme Disoloka Carlos, enseignant de sport dans cette fonction et trésorier du Snep-FSU. Il a dû comme ses collègues faire preuve d'inventivité pour composer avec les déficits d'équipements. « Tout le monde souhaite obtenir des créneaux, mais en fait, il n'y en a pas assez, donc on s'est organisés entre nous et on a transformé nos activités en fonction de ce qu'on pouvait faire. »

Serge Reitchess regrette que les JO, « un business privé », ne soient pas l'occasion – malgré les promesses – de repenser la place du sport dans ce territoire, « du point de vue des objectifs du service public d'éducation et de l'égalité républicaine dans les territoires ».

Il assure que le coût du centre aquatique – 175 millions d'euros – aurait pu couvrir celui « de dix piscines et rattraper leur retard en matière de stades nautique ». Là encore, la Seine-Saint-Denis est la moins bien dotée de France, avec trente-six bassins pour 1,6 million d'habitants.

Mais les premiers intéressés, comme le mouvement sportif ou les enseignant-es d'EPS, n'ont pas été associés aux réflexions olympiques, regrettent-ils.

Martin Citarella, conseiller aménagement et institution du comité départemental olympique et sportif de Seine-Saint-Denis (CDOS), est le représentant officiel du mouvement sportif en Seine-Saint-Denis et représentant aussi du Comité national olympique et sportif français en Seine-Saint-Denis et membre du CoPER93.

## Un désert en équipement sportif

De fait, il est moins sévère que les autres interlocuteurs même s'il reste vigilant. L'absence d'équipements limite la pratique sportive mais les JO ont déjà apporté du mieux, avance-t-il. « Le centre aquatique olympique, à Saint-Denis, a été construit spécialement pour la compétition. Les rénovations qui ont été faites pour les Jeux ont été tout à fait justifiées. Elles se justifiaient quoi qu'il arrive, que ce soit les piscines [sept ont été construites ou rénovées – ndr] ou les installations, donc d'ores et déjà, c'est positif. »

Martin Citarella cite comme exemples le gymnase Pablo-Neruda, le stade-Ouen, ou la Grande Nef de l'Île-des-Vannes, à L'Île-Saint-Denis. En définitive, dix-huit équipements ont été rénovés ou construits dans le cadre de la compétition. Et un « pôle de référence inclusif et sportif métropolitain », « à accessibilité universelle » à destination de personnes en situation de handicap, doit voir le jour à Bobigny, ajoute-t-il.

Mais cela ne suffira évidemment pas à rattraper la carence structurelle du département. « Il est clair que la Seine-Saint-Denis demeure et demeureira, après les Jeux olympiques et paralympiques, un département carencé en équipement sportif. C'est factuel », note le conseiller aménagement.

En effet, les chiffres sont éloquentes. Le taux d'équipement rapporté au nombre d'habitant-es est de 15,8 pour 10 000 en Seine-Saint-Denis. La moyenne française culmine à 50. Outre les inégalités massives qui touchent le département dans différents domaines, il est densément peuplé, et le déficit se fait rare.

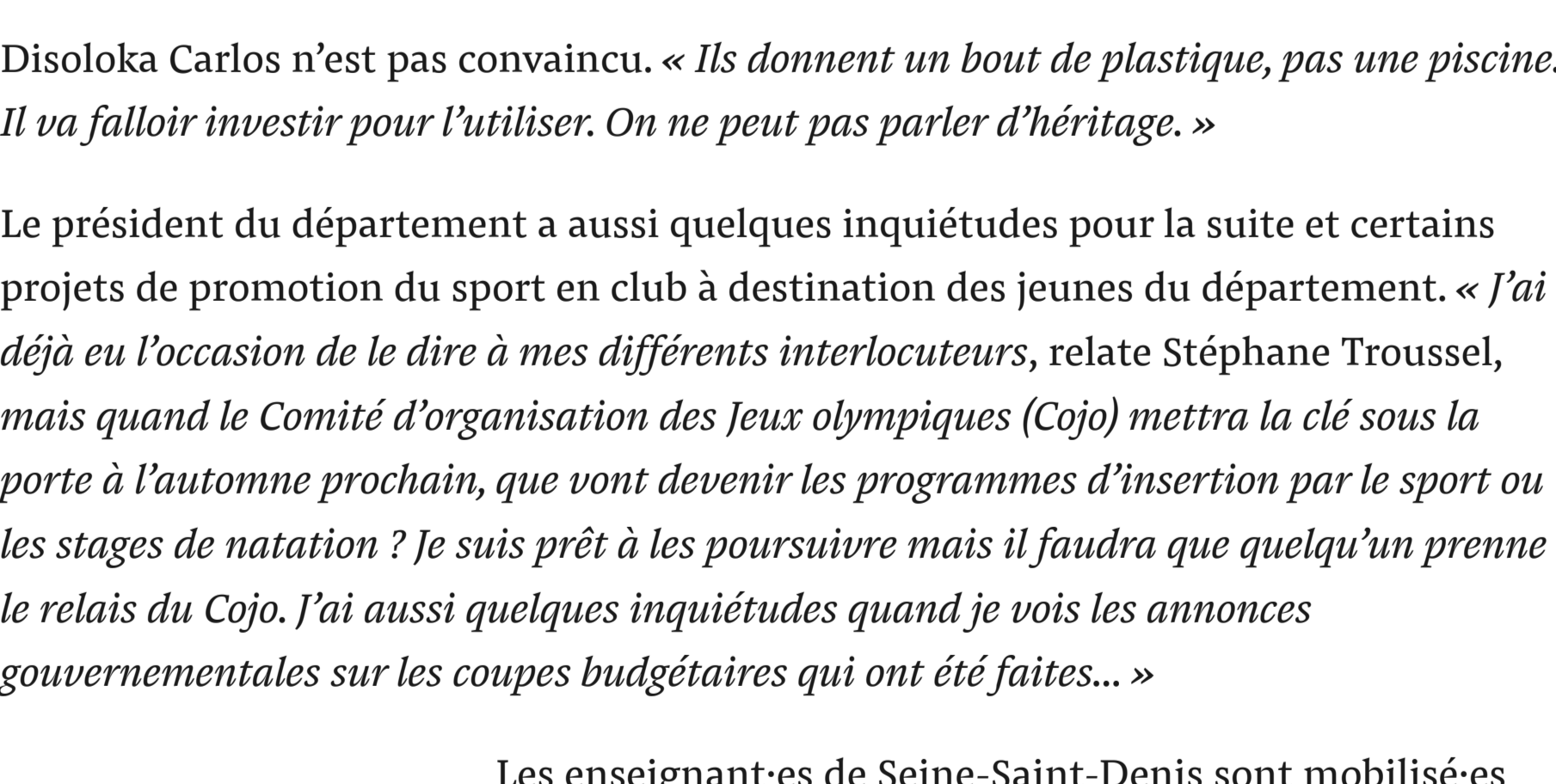
## « Quand le Cojo mettra la clé sous la porte à l'automne prochain, que vont devenir les programmes d'insertion par le sport ou les stages de natation ? »

Stéphane Troussel, président du conseil départemental de Seine-Saint-Denis

Aurélien Trouvé, députée de La France insoumise en Seine-Saint-Denis, soutient avec les autres député-es du département, les revendications du monde sportif et des enseignant-es. « La Seine-Saint-Denis est le premier désert de l'Hexagone en termes d'équipement sportif, s'agace l'élue. Et ce n'est pas faute d'avoir des sportifs et un très grand nombre d'associations et de bénévoles, sauf qu'il n'y a pas les moyens adéquats alors même que le département est destiné à être une vitrine pour les JO. »

Le président socialiste du département, Stéphane Troussel, ne partage pas cet avis. Pour lui, les Jeux olympiques vont constituer « un coup d'accélérateur ». Notamment grâce aux quatre piscines créées pour l'occasion et aux trois rénovations qui permettront au territoire de Plaine Commune de n'être plus carencé en piscines. Sans oublier les onze gymnases et stades sportifs et stades olympiques et aérodras.

Le département a aussi signé une convention de 2,4 millions d'euros dans le cadre du plan « 5 000 terrains de sport », avec l'Agence nationale du sport.



Le parc des sports de la Briqueterie et le stade des Rigondes avec ses vestiaires et ses terrains de photo délabrés à Bagnolet. © Photo Marie Magnin pour Mediapart

Disoloka Carlos, l'enseignant de sport à Bagnolet et trésorier du Snep-FSU, a le sentiment que le combat en faveur de la pratique sportive relève de David contre Goliath. « On pensait qu'avec cette fenêtre de tir des JO on allait voir un changement de paradigme mais ce n'est pas le cas. » Et il est encore plus pessimiste quant à l'après-compétition. Les enseignant-es d'EPS ont par exemple calculé que seules 10 % des installations prévues pour les Jeux pourront être utilisées par le public scolaire.

Martin Citarella avance au contraire que « les JO peuvent être bénéfiques à la population ». « Même si tout ne va pas être réglé, il va y avoir des piscines ouvertes à la natation pour des scolaires, pour des clubs. Après, il faudra veiller évidemment au mode de gestion. » Il ajoute également que des bassins de natation vont être récupérés pour équiper les communes après les Jeux, à Sevran et à Bagnolet, notamment.

## Les profs d'EPS mobilisés

Disoloka Carlos n'est pas convaincu. « Ils donnent un bout de piscine, pas une piscine. Il va falloir investir pour l'utiliser. On ne peut pas parler d'héritage. »

Le président du département a aussi quelques inquiétudes pour la suite et certains projets de promotion du sport en club à destination des jeunes du département. « J'ai déjà eu l'occasion de le dire à mes différents interlocuteurs, relate Stéphane Troussel, mais quoiqu'il en soit le Comité d'organisation des Jeux olympiques (Cojo) mettra la clé sous la porte à l'automne prochain, que vont devenir les programmes d'insertion par le sport ou les stages de natation ? Je suis prêt à les poursuivre mais il faudra que quelqu'un prenne le relais du Cojo. J'ai aussi quelques inquiétudes quand je vois les annonces gouvernementales sur les coupes budgétaires qui ont été faites... »

→ À LIRE AUSSI

**DOSSIER Paris 2024 : les Jeux olympiques sous enquêtes**  
61 articles

Les enseignant-es de Seine-Saint-Denis sont mobilisés depuis le mois de février pour « un plan d'urgence » et des moyens supplémentaires. Impliqués dans ce long mouvement de revendication, les professeur-es d'EPS réclament un investissement spécifique de 6 milliards d'euros sur cinq ans pour l'EPS et le monde sportif associatif dans l'optique de rectifier le retard pris en matière d'équipements.

« On se bat pour quelque chose de plus égalitaire et de plus normal, ne serait-ce que respecter les textes institutionnels », précise Baptiste Carton, inquiet aussi des conséquences du dispositif « choc des savoirs » sur les heures de sport.

De son côté, le CoPER93 entend, « ville par ville », sensibiliser les maires et les collectivités territoriales aux différences d'investissement et d'accès aux installations sportives. Car, souligne Serge Reitchess, toutes les instances de l'Éducation nationale se renvoient la balle quant à leur capacité d'action.

Pour poursuivre le mouvement, une convention citoyenne va se tenir à l'Assemblée nationale le 13 juin, avec tous les acteurs concernés. Un livre blanc avec des propositions concrètes devrait être présenté à cette occasion.

Faiza Zerouala

Offrir l'article 7 commentaires Recommandé

Newsletters

Découvrez les newsletters de Mediapart  
Recevez gratuitement l'info de votre choix : Quotidienne, Hebdo, Alerte, À l'air libre, Écologie, Enquête...

Je m'inscris

Aujourd'hui sur Mediapart

France — Reportage



Dans les milices à Nouméa, entre « voisins vigilants » et « snipers sur les toits »  
par Gilles Caprales

Fil d'actualités — Dépêche  
Une situation « plus calme » sauf dans certains quartiers, les pénuries inquiètent  
par Agence France-Press

Libertés publiques  
Le blocage de TikTok visé par trois recours  
par Jérôme Hourdeau

France — Reportage  
Tentative d'incendie de la synagogue de Rouen : « On est triste, parce qu'on est en France »  
par Manuel Sanson

Justice  
#MeToo : Christophe Girard perd son procès en diffamation contre des féministes  
par Michel Deléan

Voir la Une du Journal

## À ne pas manquer

Extrême droite



Aux origines de la manifestation néofasciste de Paris, un comité cofondateur du Front national  
par Marine Turchi

Violences sexistes et sexuelles — Enquête  
Crise au Haut Conseil à l'égalité : une enquête administrative est ouverte  
par Sarah Brethes

Élysée et gouvernement — Analyse  
Mater les jeunes pour aller à ses élections : Macron rejoue le parti de l'ordre  
par Ilyes Ramdani

Discriminations — Enquête  
Infiltration, harcèlement et transphobie : dans les couloirs d'un collectif hostile aux transitions des enfants  
par Mathilde Mathieu et David Perron

Europe — Reportage  
Comment les marxistes du PTB sont devenus incontournables dans la politique belge  
par Ludovic Lamant

Newsletters Recevez chaque jour les titres à la Une

Inscrivez-vous

YouTube Facebook Twitter Instagram YouTube RSS

Le Journal  
International  
Écologie  
Économie et social  
France  
Politique  
Culture et idées  
Dossiers  
Fil d'actualités  
Journal imprimé

Le Studio  
Podcasts  
Vidéos  
Documentaires  
Portfolios  
Panoramiques

Le Club  
Depuis 48 heures  
Les blogs  
Les éditions  
Lagenda  
La charte  
Participez

À Propos  
Qui sommes-nous ?  
Besoin d'aide ?  
Nous contacter  
Partager des documents  
Plan du site  
Recrutement

